



ASSURANCES & SERVICES FINANCIERS

M. Joël ELLAH KOUASSI
PRESIDENT

1. Bureau et effectif de la fédération
2. Introduction
3. Problématiques du secteur
4. Perspectives du secteur
5. Conclusion

Président :

M. Joël ELLAH KOUASSI, NSIA CONGO

Vice Présidents :

- Stéphanie DELLAU, WILLIS TOWERS WATSON**
- M. Boris SAINT-MAIXENT, OLEA CONGO**
- Davy NZEKWA, COFINA**
- Dominique SODJINOU, AFRICAINES DES ASSURANCES CONGO**

- Au terme de l'année 2025, le secteur financier de la zone CEMAC poursuit sa consolidation sous l'effet d'une réglementation renforcée et d'une intégration régionale accrue.
- Le marché des assurances, encadré par la CIMA, se professionnalise tandis que les sociétés de gestion d'actifs gagnent en importance dans le financement des économies locales.
- Parallèlement, la Bourse des valeurs mobilières d'Afrique centrale (BVMAC) continue d'élargir son offre, malgré une liquidité encore limitée.
- Au Congo-Brazzaville, ces dynamiques se traduisent par des opportunités de mobilisation de l'épargne et de diversification des sources de financement, tout en posant des défis de gouvernance et de culture boursière.

EFFECTIF DE LA ~~FEDERATION~~

La Fédération comptait 18 membres en 2024. Cette année, elle a enregistré trois nouvelles adhésions, portant ainsi le nombre total de membres à 21. La répartition des membres par sous-secteur est la suivante :

	Effectifs
Assureurs & courtiers	10
Microfinances	4
Autres (Asset management, Sociétés de gestion d'actifs, SGI, SGO, ...)	7

Assurances

- Mise en œuvre de la CAMU – État d’avancement

Phase pilote en cours depuis début 2025 :

- Enrôlement biométrique des bénéficiaires (c’est le cas de quelques compagnies d’assurances dont NSIA)
- Déploiement de la solution de gestion et de suivi inexistante
- Le non respect des assurances obligatoires par les assujettis (Auto, TRC,...) ;
- La non application du code CIMA par les juridictions. Ce qui entraine des décisions de justice basées sur l’intime conviction du juge ;
- Contrôles administratifs fréquents: Interventions intempestives par les administrations publiques.
- Transferts internationaux lents: Difficultés liées à la réglementation des changes.

Microfinances

Les défis majeurs auxquels le secteur de la microfinance est confronté sont essentiellement :

- Contrôles des EMF par les administrations publiques non compétentes en lieu et place du Ministère des finances
- L'exercice illégal de la profession par des individus ou des entreprises ne disposant pas des autorisations requises.
- La réglementation des changes CEMAC, appliquée avec rigueur, a engendré des contraintes significatives sur les transferts de fonds à l'international, les approvisionnements de comptes à l'étranger et les délais de couverture des opérations.
- Une faible mobilisation des acteurs du secteur pour participer aux discussions, aux concertations et aux réunions organisées autour de nos activités.»

Marché financier:

- **Faible culture boursière**

La culture boursière reste limitée dans la région, avec une majorité d'investisseurs institutionnels tels que les banques, compagnies d'assurance et fonds d'investissement. Les particuliers sont encore peu nombreux à investir en actions ou obligations, freinés par un manque d'information et de sensibilisation.

- **Concentration du marché**

Bien que le marché de la gestion d'actifs soit en expansion, il demeure dominé par quelques acteurs majeurs, représentant 36,08 % du marché.

- **Réglementation et supervision**

La réglementation et la supervision des sociétés de gestion d'actifs varient d'un pays à l'autre au sein de la CEMAC, ce qui peut entraîner des disparités dans les pratiques et la confiance des investisseurs.

Assurances

- Augmentation de la pénétration : objectifs visant à doubler le taux d'assurance via le contrôle permanents des assurances dites obligatoires, mais également la mise en œuvre de nouvelles obligations d'assurance.
- Innovation produit : développement de solutions adaptées aux besoins locaux, encouragé par une législation adaptée ;
- Renforcement institutionnel : amélioration de la régulation et de la supervision du secteur ;
- Lobbying pour la réduction ou la suppression de la TSCA sur certaines branches d'assurance comme l'assurance maladie, l'assurance individuelle accidents...;
- Lobbying pour l'application du Code CIMA par les juges et pour moins de saisies bancaires abusives sur les comptes des assureurs ;
- Poursuivre la digitalisation dans le secteur des assurances pour la dématérialisation de la vente d'assurance et pour la réduction de la fraude à l'assurance...

Microfinance

- Croissance modérée avec amélioration de la qualité des crédits et supervision renforcée.
- Digitalisation croissante favorisant l'inclusion financière via les services mobiles.
- Soutien du gouvernement et des partenaires internationaux pour des réformes économiques et financières.

Gestion d'actifs & marchés boursiers CEMAC

- Croissance prévue des actifs sous gestion et élargissement de la base d'investisseurs.
- Réformes réglementaires renforçant la transparence et la confiance des investisseurs.
- Diversification économique progressive réduisant la dépendance au pétrole.
- Défis : dette publique élevée et sensibilité au prix du pétrole.
- Développement conditionné à la stabilité macroéconomique et à l'implication des acteurs publics et privés.

- Au terme de l'année 2025, le secteur financier de la zone CEMAC, et plus particulièrement du Congo-Brazzaville, montre des signes clairs de consolidation et de modernisation. La professionnalisation des assurances, le développement des sociétés de gestion d'actifs et l'élargissement progressif de la BVMAC ouvrent de nouvelles opportunités de mobilisation de l'épargne et de financement de l'économie locale.
- Toutefois, plusieurs défis persistent : faible culture boursière, limitations de la CAMU, lenteur des transferts internationaux, contrôle irrégulier des microfinances, saisies abusives des comptes des compagnies et disparités réglementaires au sein de la CEMAC. Ces contraintes soulignent l'importance de renforcer la gouvernance, la régulation, la sensibilisation des investisseurs et l'innovation des produits financiers adaptés aux besoins locaux.
- Les perspectives pour 2026 restent globalement positives : accroissement de la pénétration des assurances, amélioration de la qualité du crédit et digitalisation de la microfinance, croissance des actifs sous gestion et diversification économique. La consolidation du secteur dépendra cependant de la stabilité macroéconomique, de l'engagement des acteurs publics et privés et de la poursuite des réformes structurelles.



MERCI POUR VOTRE ATTENTION